

**Contre l'accord UE-Mercosur – Pour une relocalisation écologique et solidaire.**

**Emmanuel Macron,  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 Paris,**

**Paris le 9 janvier 2026,**

Monsieur le Président de la République,

Le 6 décembre 2024, alors que la présidente de la Commission européenne annonçait avoir conclu les négociations du contenu de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et les pays du Mercosur, vous faisiez savoir que le texte « restait inacceptable en l'état » (1). Lors du dernier Salon de l'agriculture, en février 2025, vous qualifiez le contenu de « mauvais texte », précisant que vous feriez « tout pour qu'il ne suive pas son chemin, pour protéger cette souveraineté alimentaire française et européenne » (2).

Depuis, le contenu de l'accord n'a été l'objet d'aucune modification : son économie générale et ses dispositions n'ont pas été modifiées d'une seule virgule. Cet accord est à la fois parmi les plus nocifs jamais négociés mais aussi le plus contesté de l'histoire de l'UE : il soulève toujours autant d'objections sévères pour ses impacts des deux côtés de l'Atlantique en matière agricole, mais aussi de climat, de droits humains et des peuples autochtones en particulier, de déforestation, de biodiversité, de bien-être animal, d'extraction minière, d'emplois et de justice sociale.

Par cette lettre ouverte, nous vous appelons donc solennellement à refuser la ratification de cet accord obsolète dans ses fondements et désastreux par ses effets.

Ce n'est pas « la clause de sauvegarde », présente dans l'accord depuis 2019 et jamais renforcée depuis, qui saurait changer la donne : on ne règle pas des risques de déstabilisation structurelle de marchés agricoles par l'activation d'une mesure par définition temporaire et dont l'usage est limitatif et exceptionnel. Qui plus est alors que tous les amendements votés par le Parlement européen pour renforcer ses modalités d'application unilatérale par l'UE ont été supprimés par le Conseil et la Commission. Face à ces risques structurels persistants, la réponse de l'UE consiste à mettre sur pied un fonds de compensation des agriculteur·ices mis en danger par cette concurrence déloyale : les agriculteur·ices veulent vivre de leur travail, pas être indemnisé·es pour disparaître.

Précisons également que les lignes rouges énoncées par la France à l'automne 2020 ne sont pas satisfaites. Ni sur la déforestation puisque l'annexe sur le développement durable ne comporte aucune dimension exécutoire en la matière et que la mise en œuvre du règlement européen contre la déforestation est toujours repoussée. Ni sur le climat puisque l'accord ne saurait être suspendu si un Etat menait des politiques contraires à la lutte contre le changement climatique. Ni sur le respect des normes sanitaires et environnementales de l'Union européenne que quelques mesures unilatérales françaises sur quelques produits phytosanitaires ne sauraient régler.

Enfin, c'est parce que nous sommes pleinement conscient·es de la situation géopolitique mondiale que nous disons qu'importer des carcasses de bœufs réfrigérées depuis l'autre côté de l'Atlantique et y exporter des pesticides interdits d'utilisation sur le sol européen et des voitures thermiques qui ne pourront plus y être commercialisées à partir de 2035, ne régleront aucun des problèmes géopolitiques actuels : les accords de libre-échange

négociés par l'UE depuis 20 ans ne permettent ni d'exporter nos normes, nos règles et la démocratie, ni de faire refluer l'influence de la Chine dans l'économie mondiale ou sud-américaine, et ils ne renforcent pas non plus la place de l'UE dans le concert des nations.

Voter contre cet accord, ce n'est pas signer la fin du commerce international. C'est dire que nous ne voulons ni de la loi de la jungle de Donald Trump, ni de la poursuite d'une mondialisation néolibérale désastreuse, mais une relocalisation écologique et solidaire qui permette de satisfaire les besoins des populations sans détruire les activités des agriculteur·ices et des salarié·es, ni la planète.

Veuillez recevoir, Monsieur le Président de la République, nos respectueuses salutations.

Plus d'informations sur : <https://www.collectifstopptafta.org/>

### **Organisations Signataires :**

ActionAid France	France Nature Environnement
Action non-violente COP21	Fédération Artisans du Monde
Alofa Tuvalu	foodwatch
Aitec	Fondation Copernic
Alternatiba	FSU
Amis de la Terre France	Générations Futures
Attac France	Greenpeace France
BLOOM	L'Atelier Paysan
CADTM France	La Confédération Syndicale des Familles
Collectif national Stop Mercosur	LDH
Combat Monsanto	Les Ami·e·s de la Confédération paysanne
Comité de solidarité internationale avec les Autochtones des Amériques (CSIA-Nitassinan)	MRJC
Comité Français pour la Solidarité Internationale	Notre Affaire à Tous
Confédération paysanne	Notre Maison Brûle
Déclic Collectif	Pôle InPact
Ekō	Pollinis
France Amérique Latine - FAL	Secrets Toxiques
	Terre d'Abeilles
	Union syndicale Solidaires

Notes :

1. Accord UE-Mercosur : « Ce n'est pas la fin de l'histoire », [réagit](#) l'Elysée, pour qui le texte « reste inacceptable en l'état »
2. Face aux agriculteurs, Macron [fustige](#) l'accord Mercosur, « un mauvais texte »